Business model d'un État en voie de développement

Ousmane Djiguemdé

Business model d'un État en voie de développement

Les implications économiques d'une réforme de la gouvernance administrative au Burkina Faso

LES ÉDITIONS DU NET
126, rue du Landy 93400 St Ouen

© Les Éditions du Net, 2018
ISBN : 978-2-312-05861-0

Avant-propos

Cette œuvre a été écrite depuis le18 juin 2016, dans le cadre d'un concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Malheureusement, pour des raisons que nous ignorons, les résultats dudit concours n'ont jamais été portés à la connaissance des participants. Notre sollicitation du comité d'organisation allant dans ce sens est restée vaine. Même si le retard d'édiction enlève un peu de qualité aux informations prospectives sur les résultats de la gouvernance du pays telle qu'elle se profilait avec le projet de société retenu par le peuple Burkinabè pour changer son destin, il n'en demeure pas moins vrai que les insuffisances que nous pointions déjà se sont révélées exactes. La sécurité, l'économie, la politique et les secteurs sociaux sont dans un état d'agonie dénoncé à longueur de journée sur les médias, à travers les émissions d'antenne directe, et les réseaux sociaux. On peut dire alors que quelque part, la réalité a rejoint la fiction.

Introduction

Dans sa déclaration de politique générale (DPG), faite devant l'Assemblée nationale du Burkina Faso le 05 février 2016, le Premier Ministre Paul Kaba THIÉBA a affirmé : « La réalité de notre pays c'est également des performances économiques mitigées et des finances publiques dans une situation difficile au regard du profil d'un certain nombre d'indicateurs[1] ». Ces propos ont le mérite de reconnaître la fragilité de l'économie burkinabè et de donner, à coup de neuf arguments plus ou moins chiffrés, les raisons de cette situation peu reluisante.

Toutefois, cette perception de la situation économique ne correspond pas forcément à la réalité que décrivait, peu de temps avant lui, son prédécesseur Yacouba Isaac ZIDA, lors d'une conférence de presse tenue au soir de son mandat à la tête du gouvernement de transition politique. En effet, il déclarait ceci : « la santé financière est meilleure que celle que nous avons trouvée sans parler de la dette intérieure. Quand nous sommes arrivés, l'économie était moribonde parce que l'État devait à presque tout le monde. De novembre 2014 à novembre 2015, nous avons payé près de 300 milliards de dette intérieure.… Nous avons économisé plus de 25 milliards sur le train de vie de l'État[2] ».

---

1. Déclaration de politique générale http://www.assembleenationale.bf/IMG/pdf/dpg_pm.pdf consulté le 10/03/2016 à 06 h 48 mn

2. In http://lefaso.net/spip.php?article68871 propos de la conférence de presse du Premier ministre Yacouba Isaac Zida recueilli le 27 décembre 2015.

Ces deux perceptions de la réalité économique du pays ont certainement fait basculer les populations d'un état d'esprit de relatif espoir, suite à la fin heureuse de la Transition, avec des chantiers comme son Programme socio-économique d'urgence de la Transition (PSUT), remis en cause dans la même DPG, et la stabilité économique annoncée par ZIDA, à celui de doute inspiré par la découverte d'une réalité économique, encore plus triste, annoncée par THIÉBA. Dans tous les deux cas, la description de la situation économique du pays a fortement été impactée par l'angle d'observation de chacun des deux chefs de gouvernement (entrant et sortant).

Dans le cas d'un État républicain normal, l'appareil qui permet au Chef du Gouvernement de poser un regard sur les performances du pays, c'est d'abord et avant tout l'Administration publique du pays. Sur la base d'une évaluation interne, l'Administration fournit alors les instruments (mécanismes et outils) de mesure des performances, à travers la mise à contribution de l'expertise interne, pour rendre compte ou pour formuler de nouvelles politiques publiques. Le niveau des performances de l'État, mais également celui des besoins des populations, est ainsi établit par ses propres compétences.

Au Burkina Faso, ce processus qui s'inscrit dans une dynamique de reddition de comptes, actée par la loi fondamentale, les règlements nationaux, les conventions et traités internationaux y relatifs, matérialisée ensuite par la production de programmes et rapports d'activités des structures administratives, a un lien étroit avec la DPG et les Discours sur la Situation de la Nation (DSN)[1], depuis la réforme globale de l'Administration publique initiée en 1998. Ces deux outils de reddition de comptes de la gouvernance constituent la source de la confiance établie, et nécessaire à entretenir, entre gouvernants et gouvernés. Nonobstant cela, une

1. Discours sur la situation de la Nation prononcé également par le Premier Ministre devant l'Assemblée nationale pour rendre compte de la gestion du pays sur une année conformément à l'article 109 de la Constitution du Burkina Faso.

observation peut également être faite par le biais d'une expertise externe, sous la forme d'audits, dont il convient de tenir compte des résultats pour une analyse plus pertinente des données collectées par l'Administration elle-même.

Dans le cadre d'une dévolution normale du pouvoir d'État, lorsque la situation économique est portée à la connaissance du candidat sorti victorieux des compétitions électorales et que celui-ci réussit à se forger une majorité parlementaire, constituée sur le principe d'une adhésion à son programme politique, en dépit de ses promesses électorales, il lui revient surtout de s'inspirer de la réalité de la situation nationale, dressée à la suite de ces mesures, et des possibilités de l'État, pour mettre en œuvre son programme de gouvernement. Il s'agit, dans le principe, de s'appuyer sur l'existant, pour retrancher ou ajouter à son projet de société, dans un subtil jeu de planification/programmation/ évaluation de l'expertise interne à l'Administration, des activités et des projets exécutés ou en voie de l'être par l'Administration elle-même. C'est une démarche imposée par la realpolitik. C'est une obligation pour toute déclaration de politique générale dont celle de 2016 de Paul Kaba THIÉBA.

Mais, lors d'une rencontre avec un homme politique de l'opposition, par ailleurs ancien ministre du Président COMPAORÉ, dans le cadre de cette recherche, nous sommes resté accroché à un propos qui a conforté notre sentiment sur le caractère totalement exogène de la DPG de février 2016 que, de notre regard d'analyste, nous trouvions déconnectée de la réalité. Lorsque nous lui avons fait part de notre doute sur le réalisme de la DPG, celui-ci a rétorqué que, selon ses sources, cette déclaration aurait été entièrement rédigée par les techniciens du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP)[1], parti du Chef de l'État, majoritaire à l'Assemblée nationale. Si une telle allégation est vraie, il y

1. Propos recueilli le 16 février 2016 à 15 h 30mn lors d'un entretien au cabinet d'un ex-ministre.

a lieu de se demander comment se fait-il que la production de la DPG, un aussi important document d'émanation administrative, même revêtu d'un caractère hautement politique, ait pu échapper aux experts de l'Administration, aux services techniques et aux Conseillers spéciaux du Premier Ministre, pour échoir aux mains des seuls techniciens d'un parti ?

En cinquante-cinq ans d'indépendance, c'est bien la première fois que le Burkina Faso connaît une dévolution presque normale du pouvoir, si l'on considère la Transition, régie par la Constitution et la Charte de la Transition, comme normale. C'est donc la première fois que le pays passe d'une DPG sous une législature (la Législature de la Transition) à une DPG sous une autre législature (la 7ème Législature de la 4ème République). Il n'est peut-être pas évident que le pays et les acteurs politiques disposent de la confiance en l'Administration et de l'expérience nécessaire pour résoudre l'équation d'une collaboration pertinente et efficace dans la production d'une DPG adaptée aux besoins des populations, en contexte de dévolution normale du pouvoir d'État !

L'on est alors tenté de se demander si cette différence de perception des deux premiers ministres ne cache pas de plus grandes difficultés dans la production des données sur la situation socioéconomique du pays et, partant, une mauvaise appréciation des solutions nécessaires à la relance de l'économie nationale. En d'autres termes, le problème du développement du Burkina Faso, ne réside-t-il pas plus dans la capacité de la machine administrative, en charge de la formulation et de la conduite des politiques publiques, à mettre en œuvre des solutions de développement, dans un climat de confiance entre elle, les acteurs politiques et les populations, que dans la pertinence des politiques économiques proposées ?

Notre préoccupation consiste à comprendre pourquoi 17 ans de mise en œuvre de la RGAP ne sont pas venus à bout des insuffisances de management de l'Administration publique, au point d'exposer encore la DPG à la critique sur la qualité de son processus de production et de son efficacité à surmonter les défis du

pays. C'est peut-être à ce prix qu'il nous sera possible d'envisager autrement la problématique du développement du Burkina Faso, sous la forme d'un business model pertinent, en termes de management des ressources et processus décisionnels, facteurs de croissance, en adéquation avec l'état de démocratisation et les incertitudes sécuritaires de la sous-région, dans un contexte de dévolution normale du pouvoir d'État, pour éviter au pays le danger du chaos brandit par Blaise COMPAORÉ afin de solliciter un bonus.

C'est pour répondre à ces interrogations que nous avons décidé de confronter la politique générale du gouvernement, supposée nouvelle, avec le sentiment général de la population, à la suite des premiers mois du Président KABORÉ, en suivant la lecture de l'actualité politique faite par les médias, outils à travers lesquels s'organise la liberté d'expression et d'opinion des citoyens sur la vie nationale, ainsi que d'autres initiatives organisées d'analyse critique de la gouvernance de l'État. Il s'agit, sur la base des opinions dégagées, de comprendre les besoins réels des populations, de passer au crible la gestion pratique de l'État en lien avec l'évolution du management public tel que la revue de littérature le suggère pour en sortir un modèle de management, orienté vers la recherche d'une croissance soutenue à même de vaincre le sous-développement du pays. Il s'agit simplement de construire un modèle de développement applicable dans le contexte burkinabè.

En d'autres termes, il s'agit de comprendre comment partir de l'expérience de changement politique du Burkina Faso pour reconstruire la gouvernance du pays sur des bases solides qui intègrent, à la fois, la rigueur de la prise en charge, par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), de l'information administrative et de son traitement, dans le cadre du renforcement de l'aide à la prise de décision, et la synergie d'une action administrative, synthétique et analytique, portée par des acteurs capables, compétents et loyaux pour renforcer la gestion programmatique de l'État, afin d'impulser le développement ?

PREMIÈRE PARTIE

Une nouvelle politique entre espoir et incertitudes déclinée dans la Déclaration de Politique Générale de 2016